



Peter Macdiarmid/Getty Images

L'Allemagne se durcit face aux immigrants et à l'islam

L'Allemagne prévoit d'interdire la burqa. Est-ce que les États fermeront les yeux sur la violence anti-migrants?

- Richard Palmer
- [30/12/2016](#)

La décision de la chancelière allemande Angela Merkel d'ouvrir la porte à des milliers d'immigrés s'est avérée la plus significative de sa longue chancellerie. Tout aussi important est son refus répété de faire marche arrière. Le pragmatiste qui a défini sa chancellerie en suivant l'opinion publique est resté ferme.

Ou plutôt, est resté *presque ferme*. Bien qu'elle n'ait pas complètement abandonnée sa position, elle s'en est certainement éloignée. L'attitude des Allemands envers l'islam et l'immigration se durcit d'une manière que même Mme Merkel ne peut résister.

Le 6 décembre, Mme Tolérance elle-même a déclaré qu'elle voulait que [l'Allemagne interdise la burqa](#), le vêtement musulman couvrant le visage. «Le voile intégral n'est pas acceptable dans notre pays», a-t-elle dit à la convention de l'Union Chrétienne Démocrate (CDU), sous une salve d'applaudissements. «Il devrait être interdit partout où cela est légalement possible.» Ce serait probablement interdit dans les écoles, les édifices gouvernementaux et en conduisant.

C'est une étape révolutionnaire—le moment où l'Allemagne se joint au conflit culturel de l'Europe contre l'islam.

Jusqu'à il y a cinq ans, à l'exception de la Yougoslavie, aucun pays d'Europe n'avait interdit la burqa. Les Pays-Bas en parlent depuis une dizaine d'années, mais n'ont toujours pas réussi à en faire une loi. Lorsque la France a institué une interdiction, elle a reçu une condamnation internationale—non seulement de la [part des musulmans](#), mais même d'[Amnistie Internationale](#), une organisation non gouvernementale axée sur les droits de l'homme. Le syndicat de police de France s'est plaint que la loi serait «extrêmement difficile ... sinon presque impossible» à faire respecter.

Mais la proposition a été populaire auprès des Français, et éventuellement, la gauche s'est habituée à l'idée. Maintenant que l'Allemagne se dirige vers une interdiction, l'aspect le plus remarquable de l'histoire n'est pas que la nation dominante de l'Europe envisage maintenant quelque chose qui était autrefois considéré comme controversé et islamophobe. Au lieu de cela, la discussion principale tourne autour de la politique allemande.

Les critiques conservateurs disent que cette loi n'est qu'un geste symbolique—qu'elle ne va pas assez loin pour confronter les problèmes de l'islam radical. C'est vrai. Mais c'est tout de même une étape majeure. Jusqu'à présent, l'Allemagne a combattu la guerre contre la terreur en se concentrant sur des terroristes individuels—en effectuant des rafles dans des maisons et en réprimant l'incitation à la violence. Pour la première fois, sa cible est un symbole culturel—cette fois-ci, le symbole d'une souche plus radicale et répressive de l'islam. L'Allemagne commence à accepter qu'elle est impliquée dans un conflit contre un mouvement religieux, et non seulement contre quelques individus.

Durant le même discours, Mme Merkel n'a pas tout à fait admis qu'elle avait eu tort d'ouvrir les portes de l'Allemagne en 2015. Mais elle a dit que cela ne se reproduira plus jamais. «Une situation comme celle de la fin de l'été 2015 ne peut, ne devrait pas et ne doit pas être répétée», a-t-elle déclaré.

En même temps, son gouvernement [durcit sa position sur les migrants](#). James Traub, un editorialiste du journal *Foreign Policy* [Politique

étrangère] a écrit:

Après avoir passé plusieurs jours à Dresde le mois dernier, ce qui est devenu clair pour moi, c'est que l'Allemagne essaie très fort de se débarrasser de beaucoup de réfugiés auxquels elle avait ouvert les bras. Après un changement de politique du ministère de l'Intérieur au printemps dernier, les Syriens ne reçoivent désormais qu'un an d'asile, qui doit être renouvelé, plutôt que les trois années habituellement accordées auparavant. Pendant la même période, le Bundestag, le parlement allemand, a adopté une loi mettant fin au «réunifications familiales» pour ceux qui reçoivent des permissions d'une année seulement. Et l'Allemagne a augmenté le rythme des déportations pour ceux qui ne reçoivent aucune forme de protection. ...

Cette année, à Dresde seulement, il y a eu plus de 250 cas de violence enregistrés contre les réfugiés; beaucoup impliquent des attaques contre leurs logements. Ali Moradi, le directeur général du Conseil des réfugiés de la Saxe, a déclaré que durant les années passées, le gouvernement de l'État a simplement fermé les yeux sur l'activisme raciste de l'extrême droite, mais maintenant il voit les nazis—un mot que les Allemands appliquent largement aux groupes violents d'extrême-droite—comme des alliés potentiels de leur propre campagne pour persuader les réfugiés qu'ils ne sont pas les bienvenus. Le gouvernement s'est grandement tenu à l'écart, dit Moradi, tandis que des jeunes violents ont terrorisé les réfugiés, particulièrement dans les petites villes et les villages de l'État. Parfois, les procureurs fédéraux ont dû intervenir lorsque les autorités locales ont failli d'agir face aux attaques contre les immigrants.

La combinaison des changements juridiques nationaux, des restrictions locales, et de l'intolérance publique croissante a convaincu certains réfugiés, que j'ai rencontrés, qu'ils avaient commis une terrible erreur en demandant l'asile en Allemagne.

Le 2 octobre, l'Union européenne a signé un accord avec l'Afghanistan pour [renvoyer des migrants afghans](#). Maintenant, en général, l'Allemagne déporte des migrants arrivés d'Afrique du Nord, d'Irak et d'Afghanistan.

Bien sûr, tout n'a pas changé du jour au lendemain. Le gouvernement fédéral paie jusqu'à 750 \$ par migrant pour les frais de logement et de subsistance. Mais cela signifie tout simplement que ces coûts pour le gouvernement continuent à tourner en spirale.

Il est clair de voir pourquoi Mme Merkel effectue ces changements. Bien qu'elle puisse encore diriger de façon significative avec son approbation personnelle, beaucoup d'Allemands sont en désaccord avec elle en ce qui concerne les immigrants et l'islam. La force de l'opinion populaire l'oblige à changer de cap.

Lors de la même convention, le propre parti de Mme Merkel a voté contre elle, votant pour révoquer la légalisation qu'elle avait adoptée permettant aux citoyens allemands d'avoir une double citoyenneté. Auparavant, les Allemands ayant une double citoyenneté devaient choisir la citoyenneté qu'ils souhaitent conserver une fois qu'ils avaient atteint 23 ans. Le changement visait principalement à permettre aux jeunes Turcs qui avaient grandi en Allemagne de conserver leur citoyenneté allemande et turque. Maintenant son parti veut inverser cela.

«Ils ont renversé Mme Merkel sur une question centrale et symbolique. Le signal est clair. Vous pouvez être Allemand ou Turc,» a écrit le *Financial Times*. «Vous ne pouvez pas être les deux.»

Le même principe est au cœur de la loi sur la burqa—il y a certaines souches de l'islam qui ne sont pas allemandes.

Il y a plusieurs choses à aimer dans ces changements en Allemagne. Une politique migratoire de bon sens et une meilleure reconnaissance du danger posé par l'islam radical. Mais d'autres éléments—comme les yeux fermés des États gouvernementaux qui, apparemment, se tournent vers la violence anti-migrants—sont plus inquiétants. La migration de masse et l'islam radical ont causé des dommages considérables à l'Allemagne. Mais il y a déjà des indications que la réaction de l'Allemagne sera tout aussi dangereuse.

L'Europe se dirige vers un affrontement avec l'islam radical. Le durcissement de l'humeur en Allemagne est un signe de ce conflit à venir. Pour en savoir plus sur comment cet affrontement se développe, lisez notre article [Les attaques terroristes qui ont uni l'Europe](#).